



## **POUR NOS MISSIONS, NOS SALAIRES ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL TOUTES ET TOUS EN GRÈVE MARDI 5 OCTOBRE**

Le gouvernement et le patronat continue leur politique de régression sociale et utilisent la crise sanitaire pour accélérer la destruction de notre système sociale et remettre en cause nos libertés individuelles et collectives, provoquant un accroissement des inégalités, de l'exclusion et de la misère. **Nous dénonçons les remises en cause du droit du travail qu'entraînent l'obligation vaccinal et le passe sanitaire. Nous réaffirmons notre refus de toute sanction, de toute suspension de contrat de travail ou de tout licenciement.**

Alors que le Conseil d'État avait suspendu la réforme de l'assurance chômage en contestant le bien-fondé de la baisse des allocations, le gouvernement a présenté son nouveau décret qui est exactement identique au précédent. **Nous exigeons l'abrogation définitive de la réforme de l'assurance chômage ! Ce n'est pas en criminalisant les salarié-es privés d'emploi que l'on fera baisser le chômage mais en réduisant le temps de travail !** De même, nous exigeons l'abandon de la réforme des retraites, le gouvernement brandissant de nouvelles menaces sur les 42 régimes, y compris les nôtres !

### **POUR LA DÉFENSE DE NOS MISSIONS ET DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL**

À Pôle emploi, notre direction continue sa marche forcée vers une réorganisation du travail en déqualifiant et en précarisant les personnels, saccageant nos missions. Renforçant la brutalité de sa politique sociale destructrice, elle multiplie les procédures disciplinaires et s'en prend aux représentants du personnel et aux représentants de proximité dans l'exercice de leurs missions. **En Île de France, une représentante de proximité a été sanctionnée suite à un entretien disciplinaire, sous des prétextes fallacieux, pour avoir contesté sa direction.** De plus, l'accord télétravail prévoit des expérimentations qui sonnent le glas des collectifs de travail. La direction compte avoir les mains libres pour décider arbitrairement de l'organisation du travail avec la menace d'un isolement des agents et d'un renforcement du contrôle et de la coercition à leur égard.

**Nous exigeons :**

- **L'augmentation des salaires et des traitements en lieu et place des primes occasionnelles.**
- **La titularisation de tous les agents en CDD et la création de postes en CDI.**
- **L'arrêt de la politique de répression de la direction à l'égard des personnels et de leurs représentants, ainsi que la levée des sanctions à leur égard.**

**C'est par nos mobilisations que nous pourrons freiner la politique destructrice du gouvernement et de la direction de Pôle emploi et faire aboutir nos revendications.**

**SOYONS NOMBREUX MARDI 5 OCTOBRE, PLACE DE REPUBLIQUE À 14 HEURES**

**Et nous vous donnons rendez-vous le même jour dès 12 h 30, à l'angle de la rue du Temple et de la place de la République, à une assemblée générale sur les perspectives à donner à nos luttes.**